# MONSIEUR
## AU
# CONSEIL.

1790.

Case FRC 5578

M&W 10181

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

# ÉCLAIRCISSEMENT ESSENTIEL.

LA séance étoit un peu ennuyeuse ; c'étoit vraisemblablement M. Target ou M. de Cazalès qui martyrisoient l'assemblée. Le comte de Mirabeau et le marquis de Montesquiou crurent qu'il étoit moins impoli de sortir que de bailler, et furent se promener dans le jardin des Feuillans. Un de ces écrivains subtiles, qui vont tous les jours enlever les décrets et les motions de la bouche du président et des orateurs, apperçut les deux honorables membres dans l'agitation de la dispute ; il prêta son oreille exercée depuis six mois, et comprit qu'il valoit beaucoup mieux écrire un entretien piquant qu'un bavardage politico-économique. C'est ce qu'il fit

très-subtilement; et nous ayant communiqué son vol, nous avons cru pouvoir le donner au public dans un moment où l'on n'a rien de caché pour lui ; son inépuisable patience le rend digne de ces attentions délicates.

# MONSIEUR
# AU
# CONSEIL.

## DIALOGUE.

LE COMTE DE MIRABEAU, ET LE MARQUIS DE MONTESQUIOU.

LE COMTE.

ET moi je vous dis que le royaume est f....

LE MARQUIS.

Non, si l'assemblée tient bon.

LE COMTE.

Qu'elle ne tienne ou ne tienne pas, je vous dis que le royaume est f....

LE MARQUIS.

C'est un mot.

LE COMTE.

C'est un fait. Comment! vous ne sentez pas que tous les jours notre crédit *va au diable* (1), et que notre inintelligible division du royaume, nos jugemens précipités, nos *dix-huit francs* sont la source inépuisable de cent ridicules, ridicules en vers, ridicules en prose, ridicules en comédies, ridicules en brochures? On n'aime aujourd'hui que les pamphlets aristocratiques.

LE MARQUIS.

Tout cela est bon pour les oisifs du Palais Royal; mais ne confondons pas éternellement Paris et le royaume. Les charges de la municipalité, les motions des districts, les présidens, les grenadiers, les comités, les chasseurs, tout cela occupe les bons Parisiens, qui long-temps encore croiront à notre infaillibilité.

---

(1) Le comte est un peu violent.

LE COMTE.

Comme vous êtes confiant ! mais savez-vous que l'on s'est très - raisonnablement moqué de notre censeur de la députation de Rennes ; qu'on dit tout haut que nous n'avons nul droit de suspendre les parlemens ; et que tout ce que nous avons décrété sur les finances fait rire les gens un peu versés dans le métier ?

LE MARQUIS.

Ce que vous observez là, est fondé à quelques égards, mais le succès justifie tout. Que dis-je ? il vaut mieux pour notre autorité avoir fait ces sottises que de nous être tenus dans une certaine modération. Le parlement de Paris muet de surprise, celui de Metz prosterné à nos pieds, celui de Rennes venant entendre nos ordres souverains, ont rehaussé considérablement nos actions.

LE COMTE.

C'est être heureusement né que de voir ainsi ! et vous croyez aussi que *Mounier* et *Tolendal* ne nous ont fait aucun tort ?

LE MARQUIS.

Aucun. C'étoit différent s'ils fussent restés à Paris, et si sous nos yeux mêmes ils avoient imprimé ce qu'ils ont été publier dans leurs provinces. Voulez-vous savoir ce qui nous fait tort? Les scenes quelquefois ridicules que donnent le fou de Maury, et votre frere ; permettez-moi de le nommer.

LE COMTE.

A votre aise. Mon frere n'est rien toutes les fois qu'il n'est pas un fou. L'abbé *Maury* n'a pas plus de morale que de logique.

LE MARQUIS.

Tout cela est bon pour le discours. Mais la dénonciation faite contre *Malouet*, et celle par *Gouy-d'Arcy*, et le démenti donné à *d'Esprémesnil*, et la rixe du duc *d'Aiguillon*, et les places prises et quittées par *Canteleu*, et l'impudente expression de M. de *Crancé*, et *Maury* qu'on arrête à Péronne, qu'on admoneste à la barre, tout cela est très-propre à couler bas une assemblée dans l'opinion publique.

LE COMTE.

Tout cela est peu de chose : aucun de ces personnages n'est ni estimé ni utile, et moi-même j'ai eu des scenes avec un *Cocherel* et dix autres. Encore une fois, cela ne prouve rien ; ce qui pourroit être plus important, c'est la profonde ignorance de cette assemblée, et la rareté des talens.

LE MARQUIS.

Je ne suis pas de cet avis, et je vois beaucoup d'esprit dans cette société administrative.

LE COMTE.

Voilà une belle chose ! A quoi cela sert-il ? Je suppose que vous voulussiez faire réussir un plan, que feriez-vous du bel-esprit de *Barnave*, du bel-esprit *Target*, du bel-esprit *Malouet*, du bel-esprit *Desmeuniers*, du bel-esprit *Péthion*, et de tant d'autres beaux-esprits ? Nous parlons ici librement. Que seroit *Chapelier*, s'il n'avoit pas cette hardiesse brutale qui conseille aux incendiaires de préparer leurs torches ? Que

seroit le métaphysicien *Syeyes*, auquel il faut un commentateur qui devine aussi souvent qu'il paraphrase ? Que feroit l'aboyeur *Cazalès*, s'il n'étoit secondé par un parti qui le croit éloquent, parce qu'il est audacieux ? Que seroit *Duport*, s'il ne parloit pas finance ou économie politique à gens qui n'y comprennent rien ? Avez-vous entendu trois idées saines de *Bergasse*, de *Duval*, de *Volney* ? Et si les curés et les avocats n'étoient pas honorés de trouver un confrere dans le vicomte *de Noailles* et le marquis *de Clermont-Tonnerre*, seroient-ils applaudis ? Il ne s'agit pas ici de dénigrer ; vous sentez que je ne peux être ni jaloux ni méchant, mais il faut penser tout haut.

LE MARQUIS.

Ce sont pourtant ces gens si médiocres à vos yeux qui vraiment ont opéré des prodiges dans six mois ; car enfin, la révolution est complette, assurée, irrévocable.

LE COMTE.

Prodiges est le mot. Fort bien. Comptons-les. C'est peut-être notre *déclaration des*

*droits de l'homme*, regardée universellement en pitié par l'Europe entiere.

LE MARQUIS.

Rassie. Je ne le défends pas; c'est la chose la moins pressée. On peut y revenir, la refaire même au besoin, ou s'en passer encore mieux. Cependant il y à quelques bonnes idées; mais le travail sur les finances est tout ce qu'il étoit possible de faire dans la situation actuelle.

LE COMTE.

D'abord il n'y avoit qu'une bonne opération à faire; c'étoit de renvoyer le Genevois. Tout le reste est absurde, insuffisant, ignare, digne de la risée de l'Europe. Vous conviendrez bien que tout ce qui auroit pu arriver de possible depuis sept mois n'auroit pas mis l'état dans l'ignominie, dans la détresse où il est plongé. Nous rendons la caisse d'escompte arbitre de notre sort au moment où elle est en faillite, où ses billets perdent 24 pour cent. Nous décrétons des *dons patriotiques* dans la crise de l'épuisement général; nous fondons nos métaux, lorsqu'on les fait passer dans l'étranger; nous hâtons de toutes les manieres imaginables l'émigration;

nous dépouillons le clergé, les engagistes, les propriétaires, et ne laissons aucune espece de voie ouverte à ceux qui voudroient revenir. Je ne trouve pas une classe dans la société, qui ne doive maudire notre existence politique et le moment où nous avons été assemblés.

LE MARQUIS.

Ce que vous dites là est fort exagéré; mais il falloit frapper un grand coup pour assurer la révolution. Vous avez vu que dans mon plan j'étois loin des idées qui ont passé; mais je vous ai entendu dire à vous-même, que pour le moment il étoit difficile de faire mieux. Et cette phrase qui vous échappa dans une séance au club .... fit même présumer que vous n'étiez pas fâché de laisser augmenter le mal public, afin que l'on fût forcé de se défaire de son auteur.

LE COMTE.

Il n'est pas nécessaire de faire jouer de grands ressorts : n'étouffons pas les dénonciations, et l'idole sera bientôt renversée. Une réflexion profonde m'a retenu. La probité hypocrite de ce mortel tient encore bien

des hommes sous le charme ; croit nous faire une cinquieme classe de mécontens. Remarquez que nous savons bien déplaire, détruire, désespérer, mais jamais élever un parti puissant auquel le nôtre se rallie. Je vous l'ai dit dans notre dernier entretien, il n'y a qu'un chef qui puisse armer à sa suite une nombreuse cohorte, et ce chef est une femme. Le passé n'est rien pour moi, j'en ignore les détails ; ils sont faux, peut-être ; et dès que je ne puis prononcer sur les causes, je tiens pour rien tout le reste.

LE MARQUIS.

Où voulez-vous en venir ?

LE COMTE.

A une étrange confidence.

LE MARQUIS.

C'est ce que je soupçonne : mais n'imaginez pas que cette confidence me liera. Si je l'improuve, votre secret sera connu sans vous avoir valu un complice.

LE COMTE.

Eh bien, je veux perdre la cour et sauver

le roi, lui rendre son trône, sa liberté, son armée, et disperser cette horde dévorante qui régnoit sous son nom. Mon cher marquis, c'est une chimere d'imaginer qu'un peuple puisse se gouverner lui-même ; il faut un centre où aboutissent tous les intérêts ; il faut une force qui réprime tous les abus ; il faut une lumiere qui éclaire tous les esprits ; il faut un interprete des volontés du peuple auprès des puissances étrangeres ; il faut une loi vivante qui modifie et applique la constitution. On peut concevoir une nation sans noblesse, sans prêtres, sans financiers, mais non sans chef. Nous avons dans notre assemblée une foule d'insensés qui portent la démence jusqu'à vouloir remplacer le roi, et imaginent éterniser cette démagogie : ils ne voient pas que cette même salle seroit bientôt le foyer de la guerre civile.

LE MARQUIS.

Si tous ne le voient pas, plusieurs en sont convaincus, et c'est assez pour que leur opinion passe dans l'ame de ceux qui n'ont pas d'opinion. Mais avançons : que prétendez-vous faire ?

LE COMTE.

Donner au roi un autre ministere, et le composer d'hommes d'une toute autre trempe.

LE MARQUIS.

Où les prendrez-vous ? Je connois la France, Paris, la cour, l'assemblée ; je vous défie de trouver huit hommes capables de vous seconder.

LE COMTE.

Exagération ! Je vous les nommerai dans une minute : mais d'abord écoutez mon plan et saisissez bien mes principes. J'aime le peuple, et lui ai consacré mon existence ; mais je n'aime ni ses erreurs, ni son gouvernement, ni ses préjugés, ni ses écarts, ni ses violences, ni son ignorance, ni ses ondulations, ni ses vicissitudes. Je voudrois son bonheur et le voir affranchi des nombreuses servitudes auxquelles on le plie : la seule façon de le servir est de ne jamais l'écouter et de braver les murmures, fruits de son ignorance. J'aime à vivre avec les hommes d'une classe relevée, parce que leurs

mœurs sont polies, leur esprit cultivé, leur raison docile aux événemens, leur gaîté mieux contenue, leurs manieres plus amenes : mais je déteste leur avidité, leur hauteur, leur despotisme, leur froide indifférence, leur incapacité politique, leur logique perfide, leurs intrigues avilissantes. Je n'aime ni les rois ni les princes, mais je les plains : il en faut, et c'est à ces derniers que je m'attache. Je veux donc qu'un roi soit considéré comme le premier instrument de l'administration, et qu'on puisse le manier sans peine et sans qu'il résiste ; je veux que sa famille soit la partie la plus intime de son conseil, et que ceux qui l'acheveront soient d'une capacité reconnue. *Monsieur* vient d'y entrer : cela est très-sage. Tout le monde doit applaudir à ce parti, et le peuple sur-tout qui acquiert un nouveau entier.

LE MARQUIS.

Il applaudira plus encore lorsqu'on aura vu ce prince au timon des affaires, déployer un esprit sage et développer des vues profondes. Ce n'est pas le moment de louer un prince quelconque, et peut-être devrois-je m'interdire ce que tout autre se permet-

troit ;

troit : mais vous avez trop d'esprit pour juger d'après le vulgaire. Croyez donc que le prince n'est ni foible, ni indécis, ni insouciant, ni susceptible d'une confiance trop prodiguée.

LE COMTE.

Je distribuerois ainsi mon ministere. Tous les départemens seroient électifs, c'est-à-dire, que les cinquante plus anciens officiers de la marine et de l'armée de terre nommeroient, les uns un ministre de la mer, et les autres un secrétaire de la guerre. Je donnerois les affaires étrangeres à l'homme de mon royaume que je connoîtrois le plus plein de génie et de zele, et cet homme seroit....

LE MARQUIS.

Vous.

LE COMTE.

J'enverrois M. de Montmorin ministre à Florence ; M. Necker seroit caissier du trésor national ; c'est le seul genre de confiance qu'il mérite ; mais il y a droit. Les finances seroient remises aux mains d'un comité de

quatre membres qui seroient vous, marquis, l'evêque d'Autun, *Duport* et *la Borde*; je mettrois *Saint-Priest* à la PORTE, c'est-là où il seroit le mieux placé, et où il eût dû toujours rester.

LE MARQUIS.

Quel avantage politique trouvez-vous à mettre au conseil le frere du roi ? N'est-ce pas gêner les opinions des ministres et donner à la puissance royale une latitude qu'il faudroit plutôt restreindre que de l'étendre ?

LE COMTE.

Non, c'est un excellent moyen d'opérer toutes sortes d'avantages. La distance est incommensurable du premier conseiller de l'état au souverain : il est l'intermédiaire entre celui-ci et la vérité; il ne peut avoir qu'un intérêt, parce qu'il est au-dessus de toutes les intrigues, de tous les appâts qui séduisent les hommes. Il n'a rien à craindre que la mésestime publique, il n'a rien à ambitionner que la prospérité de l'état. Voilà ce qui appartient à tout frere de roi quelconque; mais ce qui est personnel à celui-ci, c'est un esprit infiniment mieux préparé que n'est celui du vulgaire des princes, et une estime

particuliere pour les lumieres lorsqu'il les rencontre ; c'est infiniment plus de popularite qu'il n'appartient à une classe d'hommes qui se rangent sans façon parmi les dieux.

LE COMTE, LE MARQUIS, *(Le Comte de Clermont-Tonnerre entre)*.

M. DE CLERMONT.

Vous savez la nouvelle.

LE MARQUIS.

Laquelle, car on en fait de quart-d'heure en quart-d'heure.

M. DE CLERMONT.

*Monsieur* est entré au conseil.

LE COMTE.

Il y a six semaines qu'on le savoit. Qu'y a-t-il donc là de si merveilleux ?

M. DE CLERMONT.

Un ordre de choses tout nouveau. Rien que cela.

LE MARQUIS.

Une contre-révolution peut-être ?

M. DE CLERMONT.

Pourquoi pas ?

LE COMTE.

Si nous ne vous gardions pas le secret, cette phrase vous feroit bien du tort.

M. DE CLERMONT.

Oui, plaisantez tant qu'il vous plaira; Mais je sais ce que je dis.

LE COMTE.

Vous nous rassurez. Eh bien, expliquez-nous donc tout cela.

M. DE CLERMONT.

Le voici : *Monsieur* n'aime point le ministre principal ; il faudra le renvoyer pour la troisieme fois ; révolte, émeute ; les suites sont entre les mains du sort.

LE COMTE.

Ah! si ce sont là vos craintes, nous voilà calmés : d'abord on ne pense point à le renvoyer dans ce moment ; mais lorsqu'il sera

venu vous le verrez partir aux applaudissemens universels. On est aussi convaincu de son ignorance que de son aristocratie. Si vous exceptez quelques plumes soudoyées qui s'extasient dans des brochures que personne ne lit. . . .

M. DE CLERMONT.

Permettez-moi de vous récuser. Vous l'avez toujours détesté.

LE COMTE.

C'est-à-dire, regardé comme un ministre foible, médiocre, et un homme d'état nul. Cela s'appelle apprécier son homme et non le détester.

LE MARQUIS.

Voilà ce qu'il a imprimé en 1787. Cela n'étoit pas parce qu'il l'imprimoit, mais il l'imprimoit parce que cela étoit vrai. Que le comte ait tort ou raison, ce n'est pas ce qui doit nous arrêter dans ce moment.

M. DE CLERMONT.

Non, mais ce sont les suites si faciles à

prévoir. Voilà deux partis qui vont se former.

LE MARQUIS.

Jamais. Le roi n'aura jamais d'autres vues que le bien public.

M. DE CLERMONT.

Est-ce qu'il faut être au conseil pour donner son avis quand on est frere du roi ? La confiance ne consulte-t-elle pas à chaque heure, à chaque minute ? Il y a donc une raison politique qui a décidé à cette nouveauté. Or, dans ce moment, toute démarche est dangereuse, parce qu'elle éveille les soupçons.

LE COMTE.

Sans doute il y aura des soupçons. Qu'en conclurez-vous ? A propos, de quoi ne s'agite-t-on pas aujourd'hui ? On dira qu'on veut renforcer le parti de la cour, et l'on dira une absurdité, parce que la cour n'a d'autre parti que celui de se plier aux circonstances. Réfléchissez donc qu'il n'y a pas deux partis en France ; tout est accepté ; il faut non pas

chercher à soutenir la révolution, mais à en tirer tous les fruits qu'elle promet. Au reste, je ne sais pourquoi vous vous étonnez tant de l'entrée de *Monsieur* au conseil, et si peu de celle de M. de la Fayette.

M. de Clermont.

Comment, la Fayette au conseil ! je n'en crois pas un mot.

Le Comte.

Cela ne change rien à la chose ; je vous dis qu'il est entré hier au soir au conseil.

Le Marquis.

Et qui est-ce qui a préparé tout cela ?

Le Comte.

M. Necker, porté par une personne auguste.

Le Marquis.

Ceci me paroît plus important ; et j'avoue que je ne conçois pas comment le tribun du peuple a desiré à risquer d'affoiblir l'enthousiasme en s'entachant du ministere. Ne nous le dissimulons pas ; les places sont impures aujourd'hui.

M. de Clermont.

Rien n'entache quand on est véritablement pur. Le peuple croira voir, près du monarque, le défenseur de ses droits; il croira voir son attachement justifié. C'est un hommage rendu à son choix.

Le Marquis.

Non, le peuple ne verra pas ainsi. Il hait la cour, il hait l'autorité; à la premiere occasion il soupçonnera les chefs séduits, et ses ennemis tireront des calomnies et des moyens de nuire, de cette source de gloire apparente. Qu'en pensez-vous, comte de Mirabeau?

Le Comte.

Je pense que lui a très-bien fait. La Fayette est populaire de bonne foi; alors il est au fort des secrets d'état. Il pourra mieux servir ses créatures, et plus nuire à ses ennemis. Mais a-t-on bien fait de le mettre au conseil? C'est une autre question. Je suis pour l'affirmative. L'essentiel est de tout rallier à la personne du roi. Entourez-le de ministres populaires, et vous réconciliez la nation avec le chef; opération nécessaire, à laquelle il faudra toujours venir.

M. de Clermont.

Qu'entendez-vous par un ministre populaire ? Ces deux mots, aujourd'hui, hurlent de se trouver ensemble.

Le Comte.

J'appelle un ministre populaire, celui qui abdique les anciens principes, et gouverne d'après ceux de la régénération ; qui veut de bonne foi l'égalité, la liberté, le regne de la loi ; qui ayant le courage de dire que le peuple étant détrompé, il n'étoit plus possible de faire revivre les anciennes prérogatives ; dans lequel tout espoir secret de voir revenir l'ancien régime, fut totalement détruit : or, je n'ai rien vu dans le nouveau ministre qui ne s'accorde avec ses principes. Son éloge dans ma bouche n'est pas suspect, puisque souvent j'ai contrarié ses idées.

M. de Clermont.

Je suis populaire, moi, ainsi je ne risque rien de m'expliquer ; mais j'ai peine à croire que cet *espoir secret* dont vous parlez meurt dans le cœur des hommes qui ont atteint la moitié de leur carriere. Comment peut-on renoncer à son existence ? Or, un noble sans

ses prérogatives n'est rien ; il ne sait rien ; il n'est capable de rien : aussi, quand il défend ses préjugés, il soutient le banc sur lequel il repose.

LE COMTE.

Tant mieux s'il vient un ordre de choses où il faille que ceux qui ne -avent rien apprennent quelque chose.

LE MARQUIS.

Et moi je soupçonne que ce n'est pas le seul de la famille royale destiné à siéger au conseil, et que la reine y paroîtra quelque jour.

M. DE CLERMONT.

Qu'y auroit-il donc de si étonnant ? N'est-ce pas une maniere de contracter toute espece d'obligation envers le peuple ? N'est-ce pas un nouveau lien qui enchaîne une princesse à son pays ?

LE COMTE.

Dira-t-on que depuis long-tems on n'a pas vu de femme au conseil de nos rois ? on répondroit aisément que l'on n'avoit jamais vu tout ce qui est arrivé depuis six mois,

et que tous ces grands changemens n'en ont pas moins été consommés. Au reste, je m'abstiens de traiter ce sujet, parce que mes idées different absolument de celles du public.

LE MARQUIS.

Par quel hasard êtes-vous si discret, vous qui faites profession d'avoir peu de choses à cacher, et qui devez tenir à une idée aussi estimable ?

LE COMTE.

Ce n'est pas mon idée que j'hésite à publier, mais je redoute les gens prompts à voir une aberration de principes dans quelqu'un qui iroit chercher une reine pour sujet de ses éloges, lorsqu'il professe une économie peut-être outrée dans ses louanges.

M. DE CLERMONT.

Si c'est là votre seule raison, vous pouvez un peu vous émanciper.

LE COMTE.

Cette princesse a éprouvé trop de rigueur, pour n'avoir pas quelques-unes de ces qua

lités qui font pardonner cent petits défauts. Je ne vois pas qu'on lui ait contesté ce vif et généreux intérêt pour le pays où elle regne ; je nomme intérêt ce desir pressant de voir la prospérité du royaume se soutenir par de grandes alliances et par un éclat qu'il est dangereux de ternir tout-à-fait quand on y a accoutumé l'Europe ; je ne vois pas qu'on lui ait contesté la fidélité aux choses de caractere, à ceux que sa faveur a distingués ; elle a contre elle la plus fabuleuse de toutes les aventures, un envoi d'argent plus idéal encore, et une indifférence supposée pour une nation qui a trop affecté de la méconnoître. Quant à la parure, à la prodigalité dans un certain ordre de dépense, c'est le crime de tous les êtres de sa classe, et j'avoue qu'il est excusable dans un royaume où la déprédation étoit à la mode, et n'a jamais été comptée que pour des peccadilles.

LE MARQUIS.

Il n'est pas possible d'avoir une indulgence plus galante.

LE COMTE.

Il est si naturel qu'une femme aime les

hommages, la dépense, le plaisir, la domination, les fêtes, que ces objets là doivent à peine être examinés dans les grands intérêts d'état. Je voudrois aussi qu'on réformât une expression qui généralise toujonrs les défauts ou les vertus, et que l'on dît : tel prince pensoit ainsi à telle époque, il étoit foible à telle autre, il se trompoit sur telle question, il raisonnoit juste sur cette affaire ; mais il y a trop peu d'êtres pensans dont on puisse dire, *il raisonne toujours parfaitement juste*, il a un caractere à l'épreuve, il a l'esprit faux. Je ferois la même application aux défauts ; on succombe quelquefois sans professer constamment l'erreur.

LE MARQUIS.

Ce que vous dites là tient à une grande vérité. Au reste, dans le bouleversement général que nous éprouvons, c'est très-peu de chose que le conseil d'un roi ; à plus forte raison est-il médiocrement important qu'un seul individu y soit admis ou ne le soit pas.

M. DE CLERMONT.

Les événemens nous emportent avec une

telle rapidité, que ce sont eux qui nous gouvernent.

LE COMTE.

Tous nos efforts ne nous rendront pas la paix ; une constitution est l'ouvrage d'un siecle et non d'une législature ; il en est comme de ces grands édifices. On en pose la premiere pierre avec un grand apparat, et successivement les murs s'élevent, les colonnes se dressent, les voûtes se forment, les tours percent les airs ; mais le premier architecte qui a creusé les fondemens, ne voit jamais le faîte de l'édifice. Nous sommes, Messieurs, ces architectes ; puissent nos neveux être contens de la maniere dont nous avons fondé ce hardi monument ! (*Il s'en va*).

M. DE CLERMONT.

Pourquoi partez-vous si vîte ?

LE COMTE.

Je vais au club, arranger la séance de demain.

M. DE CLERMONT.

Vous en convenez donc franchement.

LE COMEE.

Ce sont de ces choses un peu incroyables, auxquelles il faut accoutumer le public, mais jamais ne lui en faire de mystere.

M. DE CLERMONT.

C'èst un singulier homme ! Le voilà maintenant pour la reine ; le croyez-vous de bonne foi ?

LE MARQUIS.

Assez ; et si, comme l'on dit, il vend son talent, au moins ne vend-il pas son opinion. Remarquez bien que cela fait deux choses fort différentes.

M. DE CLERMONT.

J'ai beau observer, je ne saisis pas cette nuance.

LE MARQUIS.

Rien de plus clair cependant ; il est très-fort le maître de mettre un prix à son éloquence ; mais non de mentir à sa conscience ou à sa pensée ; car sûrement vous me chercheriez querelle sur ce mot de conscience. Adieu ; nous aurons occasion d'en reparler.

679